



**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

I B P T

**CONSULTATION ORGANISÉE PAR LE CONSEIL DE L'IBPT
DU 7 DÉCEMBRE 2015
À LA DEMANDE DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE L'AGENDA
NUMÉRIQUE, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE LA POSTE
CONCERNANT
LE PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 127 DE LA LOI
DU 13 JUIN 2005 RELATIVE AUX COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES**

MÉTHODE D'ENVOI DES RÉACTIONS AU PRÉSENT DOCUMENT

Délai de réponse: jusqu'au 13 décembre 2015
Méthode pour répondre: À: consultation.sg@bipt.be
Objet: «Consult-2015-G1»

Personne de contact: Pierre-Yves Dethy, Conseiller (pierre-yves.dethy@ibpt.be)

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique.

Vous êtes prié d'utiliser le «Formulaire de couverture à joindre à la réponse à une consultation publique organisée par l'IBPT» que vous trouverez à la page suivante: www.ibpt.be/fr/operateurs/telecom/marches/formulaire-de-couverture-a-joindre-a-la-reponse-a-une-consultation-publique-organisee-par-libpt

L'IBPT demande également que les commentaires se réfèrent aux paragraphes et/ou parties dont ils traitent. Le document doit indiquer clairement ce qui est confidentiel.

1. Objet

L'article 127 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques prévoit entre autres ce qui suit :

« Art. 127.§ 1er. Le Roi fixe, après avis de la Commission pour la protection de la vie privée et de l'Institut, les mesures techniques et administratives qui sont imposées aux opérateurs ou aux utilisateurs finals, en vue de permettre :

1° l'identification de la ligne appelante dans le cadre d'un appel d'urgence;

2° l'identification de l'utilisateur final, le repérage, la localisation, les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement des communications privées aux conditions prévues par les articles 46bis, 88bis et 90ter à 90decies du Code d'instruction criminelle et par la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité.

Le Roi fixe, après l'avis de l'Institut, les tarifs rétribuant la collaboration des opérateurs aux opérations visées à l'alinéa 1er, 2° ainsi que le délai dans lequel les opérateurs ou les abonnés doivent donner suite aux mesures imposées.

§ 2. Sont interdites : la fourniture ou l'utilisation d'un service ou d'un équipement qui rend difficile ou impossible l'exécution des opérations visées au § 1er, à l'exception de systèmes d'encryptage qui peuvent être utilisés pour garantir la confidentialité des communications et la sécurité des paiements.

§ 3. Jusqu'à ce que les mesures visées au § 1er entrent en vigueur, l'interdiction visée au § 2 ne s'applique pas aux services de communications électroniques publics mobiles fournis sur la base d'une carte prépayée [...]. »

Le projet de loi en annexe vise à modifier cet article 127 afin de rendre impossible l'achat anonyme de cartes prépayées permettant d'utiliser des services de communications électroniques publics mobiles.

À la demande du Vice-premier ministre et Ministre de l'agenda numérique, des Télécommunications et de la poste, l'IBPT organise une consultation publique sur les textes en annexe.

2. Annexes

- 1) Projet de loi portant modification de l'article 127 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;
- 2) Exposé des motifs

Charles Cuvelliez
Membre du Conseil

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren
Membre du Conseil

Jack Hamande
Président du Conseil

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
... - Projet de loi portant modification de l'article 127 de la loi 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	... - Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 127 van de wet 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
PHILIPPE, Roi des Belges, A tous, présents et à venir, Salut.	FILIP, Koning der Belgen, Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, §§1 ^{er} et 2 ;	Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, §§ 1 en 2;
Vu l'avis XXX émis le XXX par le Conseil d'Etat ;	Gelet op advies XXX van XXX van de Raad van State;
Sur la proposition du Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste,	Op de voordracht van de Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post ,
NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :	HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :
Le Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste est chargé de présenter et de déposer au Parlement le projet de loi dont la teneur suit :	De Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in onze naam aan het Parlement voor te leggen en in te dienen:
CHAPITRE 1^{er}. — Objet	HOOFDSTUK 1. — Voorwerp
Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.	Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.
CHAPITRE 2. — Modifications de la loi 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van de wet 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
Art. 2. Dans l'article 127 de la loi 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, modifié par les lois des 4 février 2010, 10 juillet 2012 et 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :	Art. 2. In artikel 127 van de wet 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, gewijzigd bij de wetten van 4 februari 2010, 10 juli 2012 en 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° dans le paragraphe 1 ^{er} , 2°, les mots « l'utilisateur final » sont remplacés par les mots « la personne qui souscrit au service de l'opérateur ou du fournisseur » ;	1° in paragraaf 1, 2°, wordt het woord "eindgebruiker" vervangen door de woorden "persoon die ingetekend heeft op de dienst van de operator of van de aanbieder";
2° le paragraphe 3 est remplacé comme suit « Pour les cartes prépayées achetées le 1 mai 2016 ou après cette date, la personne qui achète la carte sera identifié. L'opérateur collecte les données d'identification qui doivent être conservées en vertu de l'article 126. Pour l'identification des cartes prépayées achetées avant le 1 mai 2016, les modalités d'exécution et la date de mise en œuvre sera déterminé par le Roi.».	2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt : "Voor de voorafbetaalde kaarten die zijn gekocht op 1 mei 2016 of na deze datum wordt de persoon die de kaart koopt geïdentificeerd. De operator verzamelt de identificatiegegevens die moeten worden bewaard krachtens artikel 126. Voor de identificatie van de voorafbetaalde kaarten die verkocht werden voor 1 mei 2016 zullen de uitvoeringsmodaliteiten en de implementatiedatum worden vastgelegd door de Koning.".
Le Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste	De Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post
A. DE CROO	

<p>L'article met fin à l'anonymat pour les services de communications électroniques publics mobiles souscrits à l'aide de cartes prépayées achetées le 1 mai 2016 ou après cette date. Ces cartes prépayées peuvent donc toujours être achetées mais plus de manière anonyme.</p> <p>Lors de l'achat de la carte, l'opérateur concerné ou son sous-traitant (par exemple un supermarché qui vend des cartes prépayées pour le compte de l'opérateur) doit identifier la personne qui achète la carte et non celle qui devrait l'utiliser. Ainsi, si un parent achète une carte prépayée pour son enfant, c'est le parent qui doit être identifié et non son enfant. Si une personne physique achète une carte prépayée pour une personne morale, c'est cette personne physique uniquement qui doit être identifiée.</p> <p>Cette identification peut se faire de la même manière que pour les cartes postpaid. On peut entre autre utiliser une carte d'identité, une carte pour étrangers ou un passeport. Une concertation est en cours avec la Commission « Vie Privée » pour voir si le numéro de registre national peut être utilisé pour l'identification. Comme le prévoit déjà le paragraphe 1^{er} de l'article 127, les modalités de la procédure d'identification peuvent être définies de manière plus détaillée dans un arrêté royal.</p> <p>Les données que l'opérateur ou son sous-traitant doivent collecter sont les données d'identification directe que les opérateurs doivent conserver en vertu de l'article 126, soit actuellement le nom et le prénom de la personne et le domicile de cette personne lorsqu'il correspond à l'adresse de livraison ou de facturation du service (voir la définition de « données personnelles » dans l'art 2, 7° de l'arrêté royal du 19 septembre 2013 portant exécution de l'article 126 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques).</p>	<p>Het artikel maakt een einde aan de anonimiteit voor de mobiele openbare elektronische-communicatiediensten waarop wordt ingetekend met prepaidkaarten gekocht op 1 mei 2016 of na deze datum. Deze prepaidkaarten kunnen dus nog steeds worden gekocht maar niet langer anoniem.</p> <p>Bij de aankoop van de kaart moet de betrokken operator of zijn onderaannemer (bijvoorbeeld een supermarkt die prepaidkaarten verkoopt voor rekening van de operator) de persoon identificeren die de kaart koopt en niet de persoon die ze zou moeten gebruiken. Wanneer een ouder dus een prepaidkaart koopt voor zijn kind, is het de ouder die moet worden geïdentificeerd en niet het kind. Indien een natuurlijke persoon een prepaidkaart koopt voor een rechtspersoon, is het enkel de natuurlijke persoon die moet geïdentificeerd worden.</p> <p>Deze identificatie kan op dezelfde manier gebeuren als voor postpaidkaarten. Onder andere een identiteitskaart, een vreemdelingenkaart of een paspoort kan hiervoor gebruikt worden. Er wordt momenteel ook overleg gepleegd met de privacycommissie om te zien of het rijksregisternummer kan gebruikt worden voor de identificatie. Zoals reeds voorzien in paragraaf 1 van artikel 127 kan de procedure voor identificatie via een Koninklijk Besluit meer gedetailleerd vastgelegd worden.</p> <p>De gegevens die de operator of zijn onderaannemer moet verzamelen zijn de gegevens voor directe identificatie die de operatoren moeten bewaren krachtens artikel 126, namelijk de naam en de voornaam van de persoon en de woonplaats van deze persoon wanneer deze overeenstemt met het adres voor levering of facturering van de dienst (zie de definitie van "persoonsgegevens" in art. 2, 7° van het koninklijk besluit van 19 september 2013 tot uitvoering van artikel 126 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie).</p>
--	---

<p>Un AR sera rédigé définissant les modalités d'exécution et la date de mise en œuvre pour l'identification des cartes prépayées achetées avant le 1 mai 2016.</p> <p>Aucune obligation d'identification n'est imposée lors d'une recharge de cartes prépayées.</p> <p>L'article 127 est applicable à la vente en Belgique de toutes cartes prépayées permettant d'utiliser des services de communications électroniques mobiles.</p> <p>Cette suppression de l'anonymat pour les cartes prépayées est justifiée comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none">1) En 2005, le législateur a introduit dans l'article 127, § 3, une dérogation pour les cartes prépayées par rapport à l'interdiction pour un opérateur d'offrir des services qui rendent difficile ou impossible l'identification de l'appelant. Il avait également prévu dans l'article 127, § 1^{er}, une délégation au Roi pour que ce dernier fixe les modalités de l'identification des utilisateurs de cartes prépayées. L'intention du législateur était de mettre à terme fin à l'anonymat pour les cartes prépayées.2) Le législateur, en ne mettant pas directement fin à l'anonymat pour les cartes prépayées, avait pour but de favoriser la pénétration de la téléphonie mobile. Ce but est entièrement réalisé à l'heure actuelle.3) La suppression de l'anonymat pour les cartes prépayées est une revendication déjà ancienne des autorités judiciaires (1999), des services de renseignement et de sécurité et des services d'urgence offrant de l'aide sur place. Pour ce qui concerne ces derniers, lors d'un appel d'urgence, ils sont en droit de	<p>Een KB zal uitgewerkt worden dat de uitvoeringsmodaliteiten en implementatiedatum vastlegt voor de identificatie van de voorafbetaalde kaarten die verkocht werden voor 1 mei 2016.</p> <p>Er wordt geen enkele identificatieverplichting opgelegd voor het herladen van prepaidkaarten.</p> <p>Artikel 127 is van toepassing op de verkoop in België van alle prepaidkaarten op basis waarvan mobiele elektronische-communicatiediensten kunnen worden gebruikt.</p> <p>Dit wegnemen van de anonimiteit voor de prepaidkaarten wordt als volgt gerechtvaardigd:</p> <ol style="list-style-type: none">1) In 2005 heeft de wetgever in artikel 127, § 3, een afwijking opgenomen voor de prepaidkaarten ten opzichte van het verbod voor een operator om diensten aan te bieden die het moeilijk of onmogelijk maken om de beller te identificeren. Hij heeft in artikel 127, § 1, eveneens bepaald dat een delegatie kan worden gegeven aan de Koning opdat deze laatste de nadere bepalingen voor de identificatie van de gebruikers van prepaidkaarten zou vastleggen. De bedoeling van de wetgever bestond erin om een einde te maken aan de anonimiteit voor de prepaidkaarten.2) De wetgever, die niet rechtstreeks een einde maakte aan de anonimiteit voor de prepaidkaarten, had tot doel de penetratie van de mobiele telefonie te bevorderen. Dat doel is helemaal verwezenlijkt vandaag.3) Het schrappen van de anonimiteit voor de prepaidkaarten is iets wat de gerechtelijke overheden (1999), de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden reeds lang vragen. Deze laatsten hebben, bij een noodoproep, het recht om de bij de oproep betrokken operator te vragen naar de identiteit
--	--

<p>demander à l'opérateur concerné par l'appel l'identité de la personne qui les appelle (voir article 107).</p> <p>4) Les cartes prépayées sont très répandues dans les milieux criminels.</p> <p>5) L'identification de l'utilisateur d'un service de communications électronique est la première étape à franchir par la Justice ou les services de renseignement ou de sécurité, avant de procéder, le cas échéant, à d'autres mesures. Sans identification, ces autres mesures perdent une grande partie de leur utilité.</p> <p>6) Actuellement, lorsque la Justice ou les services de renseignement ou de sécurité ne sont pas en mesure d'obtenir l'identification de l'utilisateur final dès lors que cet utilisateur a acheté une carte prépayée de manière anonyme, ils sont amenés à recourir à d'autres techniques pour tout de même identifier la personne recherchée. Ces autres techniques indirectes ont un coût plus important et sont plus intrusives dans la vie privée qu'une simple identification lors de l'achat d'une carte prépayée sur base d'un document officiel. Rendre plus efficace l'identification de la personne qui a souscrit à un service en supprimant l'anonymat pour les cartes prépayées a donc pour effet de diminuer les coûts pour la Justice et les services de renseignement et de sécurité (et le nombre de requêtes adressées aux opérateurs) et d'éviter une atteinte inutile à la vie privée de la personne en question et des personnes qui ont des liens avec cette dernière.</p>	<p>van de persoon die hen belt (zie artikel 107).</p> <p>4) De prepaidkaarten zijn wijd verspreid in criminele kringen.</p> <p>5) De identificatie van de gebruiker van een elektronische-communicatiedienst is het eerste obstakel dat Justitie of de inlichtingen- of veiligheidsdiensten moeten overwinnen alvorens, desgevallend, andere maatregelen te treffen. Zonder identificatie verliezen deze andere maatregelen een groot deel van hun nut.</p> <p>6) Wanneer Justitie of de inlichtingen- of veiligheidsdiensten vandaag niet in staat zijn om de identificatie van de eindgebruiker te krijgen omdat deze gebruiker op anonieme wijze een prepaidkaart heeft gekocht, worden ze genoopt om een beroep te doen op andere technieken om toch de gezochte persoon te identificeren. Die indirecte andere technieken houden grotere kosten in en zijn indringender voor de persoonlijke levenssfeer dan een eenvoudige identificatie bij de aankoop van een prepaidkaart op basis van een officieel document. De identificatie van een persoon die heeft ingetekend op een dienst efficiënter maken door de anonimiteit voor de prepaidkaarten weg te nemen heeft dus tot gevolg dat de kosten voor Justitie en de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (alook het aantal verzoeken gericht aan de operatoren) dalen en dat een onnodige inbreuk op de persoonlijke levenssfeer van de betrokken persoon en de personen die een band hebben met deze laatste, wordt vermeden.</p>
--	---